



# QUI SUCCÉDERA À ANGELA MERKEL ? L'ALLEMAGNE EN PLEINE INCERTITUDE À TROIS SEMAINES DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

*Le 9 décembre dernier, le président de la République fédérale d'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier, a informé ses concitoyens que les prochaines élections fédérales auraient lieu le 26 septembre 2021. 54 partis politiques sont candidats à ce scrutin, soit un nombre record dans l'histoire de l'Allemagne.*

*Dans les années 1990-200, moins de 30 partis étaient en lice.*

*Lors des dernières élections fédérales en 2017, ils étaient 42.*

**S**eule certitude du scrutin : l'Allemagne va avoir un nouveau chancelier puisque Angela Merkel, après seize années de gouvernement entre son parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-démocrate (SPD) au sein d'une "grande coalition", à l'exception des années 2009-2013 où elle a gouverné avec le Parti libéral-démocrate (FDP), ne se représente pas. Après ses quatre mandats à la tête du gouvernement du pays, Angela Merkel reste très populaire : en mai dernier, elle recueillait 60% d'opinions positives et elle devançait toutes les autres personnalités politiques d'Allemagne. « *Les Allemands apprécient Angela Merkel comme une bonne gestionnaire, une chancelière qui recherche toujours le compromis* » a déclaré Markus Inden de l'université de Trèves.

**ARRIVÉE AU POUVOIR EN 2005 DANS UN PAYS OÙ LA CROISSANCE STAGNAIT À UN TAUX BAS DEPUIS 10 ANS**, où le chômage dépassait 11% et où le déficit public atteignait 3,2% du PIB, Angela Merkel a relancé l'économie de son pays. Au cours de ses quatre mandats, la République fédérale est devenue la quatrième puissance économique mondiale et le moteur de l'Europe. Mutti (Maman en allemand, comme la surnomment ses compatriotes) a ramené le chômage en-dessous de 5%, instauré l'équilibre des finances publiques comme un dogme et permis à son pays de réaliser des records en matière d'excédent commercial. En Europe, la chancelière sortante a souvent freiné les avancées de l'intégration économique européenne au nom de l'orthodoxie budgétaire à laquelle elle est très attachée. Ces derniers mois cependant, dans le contexte de la pandémie de coronavirus, elle a consenti à la mise en place d'un plan de relance historique de 750 milliards € et à la mutualisation des dettes. Certains analystes reprochent à Angela Merkel sa proximité avec la Russie et

la Chine, qu'elle aurait toujours préservés pour assurer les exportations allemandes. La chancelière s'est illustrée à deux reprises. Tout d'abord en 2011, lorsqu'elle a décidé quelques jours après la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon (11 mars 2011) le retrait progressif de l'Allemagne de l'énergie nucléaire. Et à l'automne 2015, lorsqu'elle a décidé d'ouvrir son pays à des centaines de milliers de réfugiés, venus principalement de Syrie et d'Irak, fuyant la guerre ou la situation catastrophique de leur pays.

**LE 20 MAI DERNIER, LA CHANCELIÈRE, À LA CARRIÈRE POLITIQUE D'UNE EXCEPTIONNELLE LONGÉVITÉ** (31 ans au total dont près de la moitié au pouvoir), a déclaré qu'elle n'avait qu'un seul désir : « que jamais l'on ne dise d'elle qu'elle était paresseuse ». Pour la première fois dans l'histoire du pays, il n'y aura pas de candidat sortant aux élections fédérales.

Et pour la première fois aussi, il y aura vraisemblablement une coalition gouvernementale nécessitant 3 partis à l'issue du scrutin. Le premier débat télévisé le 29 août a d'ailleurs réuni un Triell, à savoir les trois principaux candidats : Armin Laschet (CDU/CSU), Olaf Scholz (SPD) et Annalena Baerbock (Verts). La fin de la "grande coalition" semble donc programmée, les deux partis au pouvoir étant affaiblis et victimes d'une érosion continue depuis des années, ce qui renforce la multiplication des forces politiques. La CDU/CSU a perdu 40% de ses adhérents depuis 1960, le SPD davantage encore. Mais rien n'est sûr.

**SI LE CLIVAGE GAUCHE/DROITE EST, COMME DANS DE NOMBREUX PAYS D'EUROPE**, de moins en moins pertinent au moment du vote des électeurs, il reste fondamental lors de la formation des gouvernements. Le nombre de coalitions possibles à

l'issue du scrutin reste large : une alliance comprenant la CDU/CSU et les Verts/Alliance 90 ; la même alliance CDU/CSU et Verts/Alliance 90 avec le FDP ; une alliance rassemblant la CDU/CSU, les Verts/Alliance 90 et le SPD ; un coalition regroupant le SPD et les Verts/Alliance 90 ; la même coalition avec en plus le FDP, une alliance composée du SPD, des Verts/Alliance 90 et du Parti de gauche (Die Linke) ou, enfin, la reconduction d'une "GroKo".

**TOUTEFOIS, DEPUIS CES DERNIERS JOURS, ET C'EST ENCORE UNE PREMIÈRE**, le SPD a pris la tête dans les enquêtes d'opinion, devançant la CDU/CSU. Jamais depuis 2006, les sociaux-démocrates n'avaient dépassé le parti de la chancelière sortante dans les intentions de vote au niveau national. Indéniablement, les difficultés des candidats, Armin Laschet (CDU) et Annalena Baerbock (Verts), font le jeu du SPD. Selon les derniers sondages réalisés fin août, le parti conduit par Olaf Scholz (SPD) recueillerait 24-25% des suffrages et Armin Laschet 21-22%, soit son résultat le plus faible depuis les années 1980. La CDU/CSU était créditée de plus de 30% des voix au début de l'année et ce jusqu'en mars. Devancée par les écologistes, elle avait ensuite repris l'avantage avant de reculer dans les sondages à partir du 10 août. Les Verts prendraient la troisième place du scrutin avec 16-17% des suffrages. Ces derniers étaient crédités de plus de 25% des voix en avril et mai derniers ; ils devançaient même les chrétiens-démocrates dans les enquêtes d'opinion. Le Parti libéral-démocrate (FDP) obtiendrait 12-13% ; l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) 11-12% et le Parti de gauche (Die Linke) 6-7%.

Corinne Deloy

(Source : *Fondation Robert-Schuman*)